

Vous avez le droit de savoir...

LE MANS METROPOLE
VILLE DU MANS
CCAS



Cher(e) collègue,

Le mouvement « O secours ma paye » a culminé au tournant de février et de mars. Les collègues des OM se sont mobilisés.es. Le piquet de grève de la Chauvinière a défrayé la chronique et la Mairie a assigné en référé les représentants syndicaux CGT et FSU. Le Maire refuse le dialogue.

Depuis septembre la revendication de l'intersyndicale porte sur une augmentation de 35 euros de l'IFSE. Il aura fallu 2 mois et l'envahissement du CTP le 17 décembre 2021 par plus de 300 agent.es de la collectivité pour que l'autorité locale accepte ne serait-ce que d'entamer des négociations le 5 janvier. Nos délégués étaient revenus avec 17 euros dans la besace.

Rien pour les contractuel.les et les temps partiels. Merci donc à nos collègues chauffeurs et ripeurs ! Leur action a « brutalement interrompu » une négociation qui, depuis plus d'un mois, faisait du surplace.

Le maire pointe la responsabilité de la CGT.

Nos collègues des OM sont adultes. « Initier un mouvement » ne dépend que d'eux. Ils n'ont pour cela besoin ni de la CGT ni de personne. L'administration aura allumé la mèche toute seule en refusant la négociation sur les 35 euros et en réclamant 6 minutes à chaque jour non travaillé.

Voilà pourquoi, en Assemblée Générale sur le piquet de grève les collègues des O.M. ont demandé 100 euros. C'est légitime et M le Maire le reconnaît. Il ne conteste pas le niveau lamentable des payes pour l'immense majorité d'entre nous. Mais voilà, alors qu'il se félicite dans les médias de la bonne gestion financière de la collectivité et des gros investissements qui en découlent, le budget ne suffirait pas ... Nous ne devrions négocier que dans un cadre restreint.

Une communication mensongère. Le mouvement s'est prolongé et s'est révélé gênant, à l'image du caractère indispensable de nos missions pour la collectivité. Toutefois et contrairement à ce qu'affirme M le Maire, il n'a jamais été question de priver de repas les résident.es des EHPAD. Cette accusation est indigne !

Tous aussi indignes sont les insinuations quant au fait que les collègues présent.es sur le blocage n'étaient pas grévistes. Oublie-t-on ici qu'il s'agit de travailleuses et travailleurs assurant le service public qui avaient hier les honneurs du bulletin municipal ?

La CGT n'a jamais dénoncé des investissements publics que ce soit dans la santé ou dans l'enseignement supérieur. Ce que la CGT a souligné c'est l'accompagnement de la Mairie sur le désengagement de l'État dans ces services publics. Dans ce cas il n'y a pas de limites.

Des revendications légitimes.

Face à l'entêtement de la collectivité, la CGT continuera de soutenir les agent.es et à porter leurs revendications légitimes que ce soit sur l'augmentation de la prime IFSE ou sur la titularisation des contractuel.les.

La CGT revendique également :

- 10 % d'augmentation du point d'indice
- 10 % d'augmentation des effectifs
- 10 % de réduction du temps de travail

VIDÉO
DISPONIBLE
SUR
 YouTube

